
L'Albanie et les "Yougoslaves"

images et ruptures...

Gabriel Jandot

Après avoir subsisté pendant plus de quarante ans de pouvoir communiste dans "*l'illusion d'imminence*", les Albanais vivent actuellement dans "l'imminence" d'un conflit avec un pouvoir serbe qui étouffe les aspirations à l'égalité de droit des Albanais du Kosovo. L'impossibilité d'agir, l'obligation de ne pas réagir, la misère obsessionnelle, un substrat historique de bouleversements et d'occupations, tel est le cadre dans lequel ce petit Etat tente de survivre, de se faire entendre à défaut de se faire écouter. Comment, vu d'Albanie, perçoit-on le déchirement actuel dans les Balkans?

En 1899, envoyé en mission sur le terrain, un officier des *Services géographiques* de l'Etat-major de l'Armée française rédige une *Notice descriptive et statistique sur la Turquie d'Europe* ¹ qui présente en 207 pages un tableau complet des Balkans ottomans. On peut notamment y lire... «Albanie: Situation, étendues, limites: l'Albanie n'est pas à proprement parler une province, c'est une région ethnographique. Ses limites sont celles de la langue que parle le peuple albanais. Au nord, elle confine au Monténégro, à la Bosnie et à la Serbie; à l'est à la Macédoine; au sud-est à la Thessalie; au sud, à la province grecque d'Akarnanie; à l'ouest, elle est baignée par la mer Ionienne, le Détroit d'Otrante et l'Adriatique.» Un espace bien plus considérable que ne lui reconnaîtront les "Grandes puissances" lors de la Conférence de Londres en 1912...

En 1912-1913, la "Conférence des Ambassadeurs" s'ouvre à Londres le 17 décembre 1912. Le Concert européen reconnaît ce nouvel Etat le 29 juillet 1913. Le tracé des frontières, difficile et contesté par tous, traînant jusqu'en 1925, donne naissance à des mécontentements encore perceptibles de nos jours; les tensions permanentes entre

l'Albanie et la Yougoslavie, comme les tensions périodiques sur la frontière grecque sont les plus connues. En fait, était-il possible de déterminer un tracé acceptable dans ces Balkans où l'imbrication des populations, des traditions contraires, des héritages, font du "problème national" un superbe puzzle d'antagonismes dont l'élément de base demeure la "vallée"... quand elle n'était pas partagée entre plusieurs clans...?

En 1919, les décisions de la Conférence de la Paix créent la Yougoslavie lors de la signature du Traité de Sèvres: un Etat souverain regroupant autour des Serbes, unis aux Alliés, un patchwork de territoires et de peuples historiquement désunis, souvent hostiles par leurs origines, leurs traditions et leurs civilisations.

En 1991, deux événements concomitants: le début de l'implosion de la Fédération de Yougoslavie, le début de la transition en Albanie vers un système pluraliste. Comme au Moyen-Age, lorsque Skander Beg arrêta l'Ottoman, comme au XIX^e siècle, où la "Question d'Orient" précipita le suicide de l'Europe, ces Balkans aujourd'hui encore en ébullition sont pour l'Europe comme pour la Méditerranée un espace de ruptures, d'enjeux et de conflits. Quelle est la position des Albanais face à ce nouveau déchirement de ces espaces balkaniques?

Le décor est là. Un espace de montagnes enchevêtrées, aux pentes raides, aux versants desséchés mais striés de fins torrents. Un espace de vallées profondes et fraîches, jamais horizontales, jamais rectilignes, jamais achevées. Un espace de plaines fertiles tournées vers le Danube. Un espace formé de centaines de micro-régions, où la pente vient aimer la vallée, où la clarté des calcaires s'abîme dans le bleu des sources vauclusiennes, où le soleil réfléchi par les falaises se marie avec le voile de brume des plaines au petit matin. Un espace où la violence est toujours perceptible... Les hommes sont là, symbolisés par ces montagnards aux traditions rudes. Chaque invasion a, depuis des siècles, laissé ici un groupe rarement assimilé aux précédents: un patchwork où la parole donnée d'homme à homme est la base de la notion locale de nation. Un espace où la violence des hommes est toujours perceptible... Depuis le Moyen-Age, Slaves danubiens et Albanais illyriens opposent leurs haines: affrontements classiques des populations se situant de part et d'autre d'une ligne invisible, mais marquée depuis l'antiquité².

L'image du Serbe dans l'Albanie communiste

En 1944, le communisme s'implante dans ces espaces, amené ici par la Deuxième guerre mondiale. D'abord très proches³, les Albanais

[PTA] et les Yougoslaves [PCY] se séparent encore, suivant des voix et des voies différentes. Au communisme "autogestionnaire" d'un Tito, Enver Hoxha oppose un communisme basé sur la stricte conservation du dogme stalinien renforcé par l'appui sur un nationalisme non moins strict⁴. La référence aux antagonismes venus du passé s'accroît de cette double dimension. Dimension politique: on sait quelle haine oppose les divergences quasi mystiques des obédiences différentes du marxisme. Dimension patriotique: le concept de la nation albanaise, déchirée sur trois Etats depuis 1913, est pour Enver Hoxha l'occasion de réunir les esprits, à défaut de rassembler les hommes.

Dès la décennie 1950, ces rapprochements "ethniques" sont pour les Albanais l'occasion de réaffirmer leur identité, de crier leur diaspora. Pour Enver Hoxha et les communistes albanais, cette déchirure devient la base incontournable des relations albanais-yougoslaves. Au travers de l'amitié de principe maintes fois réaffirmée entre les «peuples» albanais et "yougoslave", l'antagonisme est violent, quasi viscéral vis à vis des «dirigeants». Cette «inimitié» a une double valence. Elle utilise l'antagonisme ancestral en usage dans ces régions, ainsi revivifié, afin de faire perdurer des clivages dans une Fédération yougoslave qui n'en avait d'ailleurs nul besoin, étant déjà suffisamment hétérogène; mais aussi pour cimenter autour d'une haine commune ces Albanais d'Albanie, Guègues et Tosques, eux-mêmes antagonistes. Le cas n'est pas unique d'un peuple uni en une nation autour de la haine commune pour l'un ou l'autre de ses voisins: l'histoire nous en offre assez d'exemples, et ce travers demeure aujourd'hui encore fédérateur pour de nombreux peuples...

Dans les propos d'Enver Hoxha, et pour les communistes albanais, la question des «frères opprimés» du Kosovo⁵ focalise cette haine tenace, et venant en filigrane exalter le nationalisme albanais.

Le Kosovo, cette région peuplée d'Albanais mais incluse dans le territoire de la Serbie, vaste de 10960 km², regroupe les confins de trois banovines (provinces). Son découpage, et notamment l'existence de la coupure frontalière, nuit autant à son développement que le choix de sa capitale, Pristina. Le centre historique de Prizren est ainsi d'une part coupé de la moitié de son ancienne aire d'influence, d'autre part déclassé administrativement au profit de son ancienne seconde, plus éloignée de la frontière. C'est «un carrefour international en chômage» sur le plan économique, mais «certainement pas une région passive à l'image du Karst de Croatie et d'Herzégovine». L'irrédentisme albanais s'y exaltait, accru par le sous-développement, mais nuancé par la peur du marxisme. «Ce sont des fous» est l'opinion péremptoire de ce cafetier de Gjakova au Kosovo portée sur les Albanais vivant sous la férule d'Enver Hoxha.

Région irrédente cependant, agitée par les propos émis par radio depuis Tirana, région de la cristallisation de l'esprit national pour le

Guide. Nous apprenons ainsi que les Albanais du Kosovo sont soumis à une «terreur effrénée et massive⁶», que «le peuple patriote de Kosove⁷ demande le retour "des partisans albanais"...», et que les dirigeants yougoslaves mirent en œuvre «leurs méthodes barbares dans la Kosove martyre». S'ajoute l'utilisation de la question du Kosovo pour accentuer le mythe de la Citadelle albanaise, cernée et menacée de toute part: «Ce que Tito projetait secrètement, ce n'était pas que la Kosove fut rattachée à l'Albanie, mais que l'Albanie fut rattachée à la Kosove et, avec elle, engloutie dans la Yougoslavie titiste» ou encore «La Yougoslavie de Tito visait à faire d'une pierre deux coups: annexer l'Albanie sous la prétendue fédération balkanique mort-née⁸ et étendre ainsi son pouvoir sur cette partie des Balkans»

Les deux vecteurs de la politique albanaise se retrouvent donc dans cette perception du "voisin" yougoslave: le marxisme, que le Guide prétend seul construire, l'esprit national, exalté par la défense des "frères opprimés" de l'autre côté de la frontière: «...les titistes ont pratiqué la terreur la plus sauvage, la plus sanguinaire, les mutilations et l'anéantissement physique envers la population albanaise de Yougoslavie... Le crime de génocide est largement appliqué⁹.»

L'un comme l'autre se retrouvent dans tous les propos d'Enver Hoxha, martelés au peuple albanais pendant plus de 40 années de pouvoir sans concession. Aucun Albanais de moins de 50 ans en 1992 n'a pu échapper à ce conditionnement de l'esprit, positionné de façon ambivalente sur l'exaltation d'un nationalisme déjà virulent et d'un marxisme "linéaire". Cette position communiste albanaise était cependant moins strictement tranchée: «Le Parti communiste albanais et son comité central se chargèrent surtout de combattre avec continuité et maturité les traces des anciennes inimitiés entre Albanais et Serbes, créées et encouragées par les cliques chauvines grand-serbes...»¹⁰

Dès 1966¹¹, Enver Hoxha soulève le problème yougoslave: «...Ce qui arrivera par la suite en Yougoslavie est le résultat logique de la trahison par la clique titiste des intérêts des peuples de Yougoslavie et du marxisme-léninisme... Les peuples de Yougoslavie verseront encore leur sang, souffriront encore plus car... la période qui succède est celle des rivalités politiques, économiques, et armées... On verra se développer la lutte entre les Serbes... et Oustachis croato-slovènes, ... la lutte des petites républiques pauvres contre les républiques grandes et riches, la lutte entre les différentes nationalités, renforcée par la lutte religieuse qui jouera aussi son rôle...». Au même moment, il définit la position albanaise face à ce conflit annoncé: «Nous... n'interviendrons jamais dans les affaires intérieures de Yougoslavie... mais nous avons le droit d'élever notre voix pour défendre les intérêts vitaux de la population albanaise de Yougoslavie¹².» Que pouvait faire, en effet, la petite

Albanie, à l'économie étriquée, contre le voisin serbe, sinon donner de la voix, espérant être entendue dans le monde?

Cet antagonisme était effectif, perceptible pour l'historien amené à traverser à plusieurs reprises la frontière albano-yougoslave, que ce soit une frontière terrestre ou une salle d'enregistrement à l'aéroport de Belgrade. Antagonisme immuable, dénoncé de façon immuable pendant ces années de communisme, il constitua pendant des décennies le substrat des relations entre Tirana et Belgrade, modela la conscience collective albanaise, depuis l'école où il était enseigné aux tous petits¹³, jusqu'à la ligne politique officielle du Parti.

Quelle est la position actuelle des Albanais sur cette question du Kosovo, sur cet embrasement prévu de la Fédération Yougoslave?

Les Albanais et le conflit balkanique actuel¹⁴

Notons en premier lieu, et ceci est essentiel, que notre vision surtout "yougoslave" de ce conflit en cours n'a pas lieu d'être à Tirana: il s'agit-là d'un conflit balkanique. Ce terme, loin d'être anodin, recouvre l'extraordinaire imbrication des peuples, des intérêts, des irrédentismes, des nostalgies historiques, qui oppose viscéralement Albanais, Bosniaques, Bulgares, Croates, Grecs, Macédoniens, Monténégrins, Roumains, Serbes, Turcs,... pour ne citer [alphabéti-quement] que les principales ethnies. Ce terme recouvre de même l'interventionnisme des "grandes puissances" dans cet espace hautement conflictuel, avec des références multiples, depuis l'abandon de cette marche de l'Europe chrétienne au Moyen-Age, jusqu'à l'abandon occidental au communisme à l'issue de la deuxième guerre mondiale, sans omettre les "charcutages" par le Concert européen du XIX^e siècle. Un ensemble complexe de références mentales, qu'il faut cependant conserver à l'esprit dans le conflit en cours. Toute demande d'assistance, exigée par la sauvegarde de la vie, est en même temps porteuse de désespoir impuissant, voire de haine, parce qu'elle s'adresse à ces "grandes puissances" qui ont, à chaque fois, surajouté aux problèmes internes de cet espace. Ce qui explique "l'inexplicable", en l'occurrence les attaques par les secourus des missions "humanitaires" venues les secourir. Cette appréciation "balkanique", s'ajoute en Albanie aux traces mentales laissées par quatre décennies de communisme, message national-marxiste, que nous venons d'évoquer rapidement ci-dessus.

Pour les Albanais, la situation actuelle est grave. Gravité du propos qui l'évoque, gravité inhabituelle pour ces méridionaux aux enthousiasmes tranchés. Gravité devant une situation sans issue, parce que désespérée, quelle que soit la suite des événements. La tragédie

antique demeure de mise dans cet espace pétri par la civilisation grecque!

En effet, la situation du Kosovo est sans issue. Il ne peut rester serbe, puisque peuplé à 90% d'Albanais, opprimés par ceux-ci. Il ne peut s'ajouter à une Albanie exsangue, qui ne saurait supporter ce fardeau supplémentaire ni économiquement, ni moralement, ni politiquement; il ne peut s'ôter d'une Serbie qui deviendrait alors un Etat-croupion des Balkans. Il ne peut revendiquer son indépendance sans susciter autant de séparatismes "nationaux" dans la zone, balkanisant encore un espace déjà trop morcelé. Il ne peut rien espérer, ne peut rien attendre, ne peut rien éviter: il attend une fin, mais laquelle? La guerre ici rallumerait la Macédoine, et par contagion, l'ensemble de la péninsule... Et l'on sait l'Europe velléitaire et impuissante, les Etats-Unis velléitaires et peu enclins à s'engager dans cet espace.

Pour les Albanais d'aujourd'hui, le conflit actuel s'analyse par référence au problème du Kosovo, lequel constitue l'émergence des questions de nationalités et des questions balkaniques dans leur ensemble.

Le problème du Kosovo, vu de Tirana est d'abord un problème albanais: «Sont albanais les territoires peuplés par les Albanais... Le problème au Kosovo est lié à celui des Albanais de Macédoine et du Monténégro...» déclare fermement Bashkim Trenova [Parti Démocratique Albanais, PDA]. Pour lui, comme pour son parti, l'avenir réside dans un seul Etat albanais... Pour Abdi Baleta [Renaissance Démocratique, RD], qui s'inscrit dans la continuité de la «ligne démocratique de nos frères du Kosovo», «la situation au Kosovo est très délicate...», et l'avenir serait un Kosovo indépendant, dans une confédération balkanique... ou «tous les Albanais dans un Etat albanais». Sabri Godo [Parti Républicain, PR], pro-américain, «aspire à l'unification de la nation albanaise», et notamment «exige le droit à l'autodétermination, pour tous les Albanais, du Monténégro, de Macédoine, comme de Serbie...»

La question yougoslave est bien évidemment l'objet d'un intérêt profond. «C'est le moment de faire le bilan historique» disent les uns et les autres, retrouvant dans leur analyse la méthodologie marxiste — celle qui les a élevés, dans les deux sens du terme —, méthode de référence à l'histoire et aux groupes antagonistes du passé. La Yougoslavie est ici ressentie comme «une victoire pour la communauté européenne,... une création artificielle,... œuvre de Clémenceau» [PDA], comme l'application de la volonté de Briand et Streseman, pour lesquels «la solution au problème des minorités, c'est que les minorités doivent disparaître, par assimilation ou autres moyens plus extrêmes...» [RD].

La Serbie est dénoncée, dans des termes voisins de ceux qu'utilisaient Enver Hoxha, bien que nettement moins incisifs, mais

inscrits dans cette gravité du propos qui caractérise tous les interlocuteurs rencontrés. Pour les Albanais d'Albanie, la Serbie veut le conflit ouvert, puisque «si les Serbes avaient été d'accord pour trouver une certaine entente pour vivre avec les Albanais, les Albanais auraient été d'accord pour vivre dans un Etat yougoslave, mais sur un pied d'égalité...» [RD]. Les Serbes «ne pourront jamais venir à bout des Albanais...» [PDA]. Les autres peuples des Balkans sont également impliqués dans cet écheveau de références historiques, politiques, économiques et culturelles. Ainsi, «les Serbes ne pourront jamais englober dans la Grande Serbie la Macédoine, parce que les Bulgares n'accepteront pas, et nous non plus car la Macédoine est presque à moitié albanaise» [RD]. De même, les atrocités de Bosnie sont ressenties comme un nouveau génocide, avec cette appréciation toute d'une pièce: «on dénonce chez vous le génocide juif vieux de 50 ans, on passe sous silence le génocide actuel dans les Balkans: l'Europe s'en désintéresse, une fois encore...».

Cette Europe, elle est le rêve éveillé: entrer dans la C.E.E. est un espoir, d'ailleurs évoqué parce que sans espérance. Cette Europe, elle est rejetée, par référence à l'histoire, mais elle est attendue: «La diplomatie européenne a un très grand rôle à jouer... » quand ce ne serait que pour «éviter à n'importe quel prix des événements qui peuvent faire sauter tout l'édifice de la sécurité en Europe»... A vrai dire, cette attente est sans matérialité, puisqu'à Tirana comme partout ailleurs on sait le problème sans solution. Une absence de conflit paraît irréaliste dans l'état actuel des tensions, des exclusions et des haines. Un conflit paraît irréaliste, car il déboucherait sur un embrasement général de la zone dont nul ne sait jusqu'où il pourrait aller. La seule voie, pour les Albanais de Tirana, serait un apaisement de la pression serbe, par des changements politiques à Belgrade; mais ici encore on sait que le pouvoir serbe est étroitement verrouillé, et on le dit soutenu en catimini par les "Slaves du Nord".

Et si le conflit devait s'ouvrir au Sud de la Fédération? A Tirana, le ton est net, pour la plupart des interlocuteurs: «Nul ne brisera l'unité albanaise! Nous restons toujours vigilants!». Combien ce terme rappelle à l'historien le slogan majeur du pouvoir communiste: «Travail, unité, vigilance». Ce conflit, les Albanais n'en veulent pas, feront tout pour l'éviter, mais affirment que «le pays est décidé à résister à n'importe quel prix», ou encore: «S'il n'y a pas d'autre possibilité, ce sera la guerre. Tant pis pour l'Europe. Nous n'avons déjà presque plus rien à manger. Si l'on meurt un peu plus tôt, cela ne fait pas grande différence...». Ce conflit que chacun redoute, que chacun discerne comme inévitable, Tirana n'en veut pas, mais... «Il n'y a pas de choix pour nous. Montrez-nous un autre choix...!».

Le propos pourrait laisser imaginer que le pouvoir albanais actuel tient les rênes. Il n'en est rien, depuis l'arrivée au pouvoir des

"démocrates" [tous d'anciens membres du Parti du Travail d'Albanie, communistes ayant rapidement et opportunément jeté aux orties leur carte et leurs engagements]. Les rares infrastructures existantes ont cessé d'être entretenues, les Albanais refusant spontanément tout travail destiné à la communauté, se consacrant uniquement à leur affaires individuelles, familiales, ou à celle de leur "clan": microcosme d'une société balkanique à l'image de son milieu naturel. Dans l'ambiance de "règlements de comptes" du post communisme, organisé souvent par d'anciens membre de la nomenklatura, comment imaginer que ce peuple serait prêt à un conflit avec la puissante Serbie?

La réponse est donnée par un *bayraktar*, un *malesorë*: un chef de clan de cette région des montagnes qui a pendant des siècles refusé la soumission à l'Ottoman, pendant des décennies ignoré le pouvoir monarchique, puis le fascisme, puis le marxisme, préférant payer à chacun le tribut de l'impôt et du sang. Il porte encore la moustache, le fez conique de laine blanche feutrée, et descend au marché de Bajram Curri le fusil à l'épaule, comme il le faisait même sous Enver Hoxha. «Nous n'allons pas à Belgrade leur faire la guerre, ni même à Pristina. Mais quand les Serbes viennent tuer encore à Prizren, ou viennent chez nous tuer nos enfants et prendre nos filles, *pushkë flet troç...!*» [le fusil parle durement...!].

Gabriel Jandot, Docteur ès Lettres et sciences humaines, est Maître de Conférences à l'Université Montpellier 3, et l'auteur de *Albanie 1944-1985: l'édification du national-marxisme*, à paraître aux Ed. l'Harmattan en 1994.

Notes:

- 1 Inédit, Archives d'Elbasan, déposée à la Bibliothèque Nationale de Tirana
- 2 Dans ce "limes" entre Empires romains d'Occident et d'Orient, entre Chrétiens catholiques et Orthodoxes, entre Occident et Empire ottoman, entre monde communiste et monde occidental, entre communismes stalinien et titiste,...
- 3 Le Parti communiste albanais, devenu en 1948 le Parti du Travail d'Albanie [PTA] est né entre autre grâce à l'aide du Parti Communiste Yougoslave [PCY] de Tito.
- 4 Cf Gabriel Jandot: *Albanie 1944-1985: l'édification du national-marxisme*, Paris, L'Harmattan, 1994.
- 5 Cf Michel Roux: *Minorité nationale, territoire et développement: les Albanais en Yougoslavie*, Thèse d'Etat, Toulouse-Mirail, 1990.
- 6 Enver Hoxha, *Les Titistes*, Tirana, 1992, 667 p., toutes citations ci-après extraites de cet ouvrage, anachronique, mais indispensable pour la compréhension du conflit en cours.
- 7 Kosove ou Kosovo [féminin en Albanais].
- 8 Projet de Tito, 1947: la création d'une "Fédération balkanique" incluant Albanie, Bulgarie et Yougoslavie.
- 9 Enver Hoxha, "Qui est responsable des crimes de génocide au Kosovo?", in *Zëri i Popullit*, journal communiste albanais, Tirana, 31 août 1966.
- 10 Refik Kucaj, "Expression du patriotisme révolutionnaire et de l'internationalisme prolétarien de notre armée et de notre peuple", dans *Cahiers de l'INEAS*, 1983-1, Paris
- 11 Enver Hoxha, "La Yougoslavie titiste à la croisée des chemins", article du *Zëri i Popullit* du 2 août 1966; toutes citations ci-après extraites de cet article.
- 12 Enver Hoxha, "Qui est responsable ...", op. cité
- 13 De nombreuses comptines enfantines albanaises de la période communiste, étroitement politiques, dénoncent les Serbes et leurs actions.
- 14 Les lignes qui suivent sont inspirées de nombreux entretiens avec des responsables politiques albanais, à Tirana, au mois d'août 1991, alors que le conflit "yougoslave", annoncé à Tirana dès avril 1991, avait commencé depuis quelques semaines. Elles sont complétées de conversations avec des universitaires albanais au printemps 1993.